



Le gouvernement entend réformer l'accès à l'université, le baccalauréat et le lycée : quand c'est flou, c'est qu'il y a



Date de mise en ligne : lundi 5 février 2018

Le gouvernement prépare trois réformes rapides qui vont transformer la scolarité des lycéens.

Ces réformes doivent entrer en application dès septembre 2018, et le nouveau baccalauréat en juin 2021. Ces réformes vont non seulement dégrader les conditions de travail des personnels (surcharge de travail liée aux nouvelles procédures d'orientation, pressions des familles et des chefs d'établissement liées au contrôle continu, emplois du temps à géométrie variable avec la semestrialisation...) mais affirment aussi un vrai projet de société libéral favorisant l'entre-soi social.

L'objectif affiché est d'améliorer la réussite des lycéens dans le supérieur mais ... En réalité, il s'agit de :

- **Supprimer 25000 postes de professeurs en 5 ans** en réduisant le nombre d'heures de cours des élèves et la diversité des enseignements. Mais qui peut croire qu'avec moins d'heures de cours les lycéens réussiront mieux leurs études ?

Aujourd'hui les classes sont déjà trop chargées et les horaires insuffisants pour étudier les programmes et se préparer aux études mais les séries organisent les enseignements de façon cohérente.

Demain, il n'y aura plus que des heures en classe entière, sans dédoublement ni travaux en petits groupes, et les élèves devront choisir les enseignements qu'ils suivront au lycée dans la limite des places disponibles et de l'offre présente dans leur lycée.

- **Affaiblir la valeur du baccalauréat** en diminuant le nombre d'épreuves et en augmentant la part de contrôle continu local.

Mais qui peut croire que le baccalauréat aura la même valeur pour tous et toutes si les épreuves sont organisées localement dans chaque établissement ?

Aujourd'hui le bac est national et anonyme. Il a la même valeur partout, il donne accès à toutes les Licences quelle que soit la filière suivie au lycée.

Demain, la réputation du lycée deviendra un critère plus important que les résultats des lycéens.

- **Introduire la possibilité pour les universités de sélectionner leurs étudiants** en fonction de leur niveau ou de leur parcours scolaire antérieur.

Mais qui peut croire que tous les lycéens sont capables en Seconde de savoir quelles études ils vont faire deux ans plus tard et de faire les bons choix ?

Aujourd'hui un élève en difficulté au lycée peut mûrir, changer et réussir à l'université. Il peut changer d'avis, se tromper dans ses choix d'orientation en Seconde et entrer quand même dans la Licence de son choix.

Demain, s'il n'a pas fait les bons choix en seconde, alors il ne pourra plus prétendre à l'accès aux formations de l'université qui pourraient l'intéresser.

La suppression du logiciel APB rend le système d'affectation dans le supérieur complexe, lent et opaque, chaque

université mettant en place ses propres critères de sélection et ses propres algorithmes pour trier les élèves.

Le tirage au sort effectué l'an dernier dans certaines filières est un scandale, mais il est d'abord la conséquence du manque de place à l'université. Changer la façon d'affecter les lycéens dans le supérieur ne résout pas le problème du manque de place, il faut investir massivement pour que l'université accueille efficacement tous les étudiants.

Le système que dessinent ces réformes ne fera pas mieux réussir les étudiants à l'université.

Il va augmenter les inégalités sociales et laisser davantage de jeunes au bord du chemin.

Le 6 février : Grève Nationale dans tout le second degré contre les suppressions de poste dans les collèges et lycées et contre la réforme du BAC et du post-BAC